















Marché 24-058

**Maintenance des stations
hydroélectriques**

**Cahier des Clauses Administratives
Particulières (CCAP)**

SYNTHÈSE DU CONTRAT

	Accord-cadre à bons de commandes mono-attributaire de services <u>Objet</u> : Maintenance des stations hydroélectriques
	<u>Acheteur</u> : Commune de Villenave d'Ornon Hôtel de ville - 14 bis rue du professeur Calmette 33140 - VILLENAVE D ORNON
	L'accord-cadre n'inclut pas de considérations environnementales.
	L'accord-cadre n'inclut pas de considérations sociales.
	Accord-cadre passé en procédure adaptée, en application de l'article R. 2123-1, 1° du code de la commande publique. CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Fournitures Courantes et Services.
	Commune de Villenave d'Ornon, Hôtel de ville - 14 bis rue du professeur Calmette, 33140 VILLENAVE D ORNON
	L'accord-cadre n'est pas alloti.
	La durée de l'accord-cadre est de 12 mois. Le marché est reconductible. Le nombre de reconductions, ainsi que leurs conditions, sont précisés au sein du présent document.
	Le marché est à prix forfaitaire.
	L'accord-cadre est révisable.
	<u>Tranches</u> : L'accord-cadre est divisé en tranches. <u>Prestations similaires</u> : Sans objet
	L'accord-cadre n'est pas réservé à une profession particulière.

SOMMAIRE

PARTIE 1.	PRÉAMBULE	4
PARTIE 2.	DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	5
ARTICLE 1.	REPRÉSENTANT DE L'ACHETEUR	5
ARTICLE 2.	OBJET ET DÉCOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE.....	5
ARTICLE 3.	DURÉE.....	5
ARTICLE 4.	ACCORD-CADRE	6
4.1.	TYPE D'ACCORD-CADRE.....	6
ARTICLE 5.	TRANCHES	6
ARTICLE 6.	DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	6
ARTICLE 7.	ASSURANCES.....	6
ARTICLE 8.	INTERVENANTS.....	7
8.1.	SOUS-TRAITANCE	7
8.2.	GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES.....	7
PARTIE 3.	PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT	8
ARTICLE 9.	CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE	8
9.1.	MODALITES DE FIXATION DES PRIX	8
9.2.	CONTENU DU PRIX	8
9.3.	VARIATION DES PRIX	8
ARTICLE 10.	AVANCE	9
ARTICLE 11.	RETENUE DE GARANTIE	9
ARTICLE 12.	MODALITÉS DE PAIEMENT	9
12.1.	DELAI DE PAIEMENT	9
12.2.	FACTURATION	9
PARTIE 4.	MODALITÉS D'EXÉCUTION	11
ARTICLE 13.	MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES	11
ARTICLE 14.	DÉVELOPPEMENT DURABLE.....	11
ARTICLE 15.	PRESTATIONS SIMILAIRES ET MODIFICATIONS.....	11
ARTICLE 16.	PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	11
16.1.	REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE	11
PARTIE 5.	CONSTATATION DE L'EXÉCUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE.....	12
ARTICLE 17.	RÉCEPTION.....	12
ARTICLE 18.	DÉLAI DE GARANTIE	12
PARTIE 6.	CLAUSES DIVERSES	13
ARTICLE 19.	OBLIGATION DU TITULAIRE CONCERNANT LES DONNÉES PERSONNELLES.....	13
PARTIE 7.	DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION.....	14
ARTICLE 20.	PÉNALITÉS ET PRIMES	14
ARTICLE 21.	MESURES COERCITIVES.....	14
ARTICLE 22.	CAS DE RÉSILIATION	14
ARTICLE 23.	LITIGES ET DIFFÉRENDS	14
PARTIE 8.	DÉROGATIONS AU CCAG	15

PARTIE 1. PREAMBULE

Législation applicable

Cet accord-cadre est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services.

PARTIE 2. DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1. REPRESENTANT DE L'ACHETEUR

L'exécution des services se déroule sous le contrôle du représentant de l'acheteur :

Nom Madame Cecile Fourmarier

Adresse : Commune de Villenave d'Ornon, Hôtel de ville - 14 bis rue du professeur Calmette, 33140 VILLENAVE D ORNON

Téléphone : 0556756962

E-mail : fourmarier.cecile@mairie-villenavedornon.fr

ARTICLE 2. OBJET ET DECOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE

Objet des services : Maintenance des stations hydroélectriques.

La maintenance des installations de pompage des réseaux d'arrosage de la commune, de la station de relevage des eaux usées et pluviales de la plaine des sports de la Junca, des fontaines de l'hôtel de ville et de Bridgend ainsi que de l'installation des Jardin de Baugé.

Lieux de prestation du service : Commune de Villenave d'Ornon, Hôtel de ville - 14 bis rue du professeur Calmette, 33140 VILLENAVE D ORNON

Cet accord-cadre est divisé en tranches :

- * Tranche ferme : Maintenance et entretien des stations hydroélectriques
- * Tranche optionnelle : Maintenance entretien et hivernage de la fontaine de Courréjean

Reconduction 1

- * Tranche ferme : Maintenance et entretien des stations hydroélectriques
- * Tranche optionnelle : Maintenance entretien et hivernage de la fontaine de Courréjean

Reconduction 2

- * Tranche ferme : Maintenance et entretien des stations hydroélectriques
- * Tranche optionnelle : Maintenance entretien et hivernage de la fontaine de Courréjean

Reconduction 3

- * Tranche ferme : Maintenance et entretien des stations hydroélectriques
- * Tranche optionnelle : Maintenance entretien et hivernage de la fontaine de Courréjean

Le montant de commande du marché initial et de chaque reconduction est limité à € 50.000,00 HT.

ARTICLE 3. DUREE

Durée :

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois.

La date de début de l'accord-cadre est prévue le 1er mars 2025. La durée de l'accord-cadre commence à courir à la date de début d'exécution prévue si postérieure à la date de notification

Reconduction :

L'accord-cadre est reconductible tacitement, il comprend 3 reconductions. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. A l'issue de la dernière reconduction, plus aucune nouvelle commande ne pourra être réalisée en exécution de cet accord-cadre.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au titulaire au plus tard 60 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre initial ou d'une reconduction ultérieure.

Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre.

Tranches :

Cet accord-cadre est divisé en tranches :

Type	Description	Durée prévue
Tranche ferme	Maintenance et entretien des stations hydroélectriques	_12_ mois
Tranche optionnelle	Maintenance entretien et hivernage de la fontaine de Courréjean	12__ mois

ARTICLE 4. ACCORD-CADRE**4.1. Type d'accord-cadre**

Le présent accord-cadre est un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire de services.

ARTICLE 5. TRANCHES**Modalités d'affermissement des tranches optionnelles**

L'acheteur se réserve la possibilité d'affermir ou de renoncer à l'affermissement de la tranche optionnelle. En cas d'affermissement, chaque partie est automatiquement engagée sur les prestations à fournir et décrites au CCTP du présent accord-cadre.

L'affermissement de la tranche optionnelle 'Maintenance entretien et hivernage de la fontaine de Courréjean' pourra intervenir pendant toute la durée du marché.

L'affermissement fera l'objet d'une décision produite par le pouvoir adjudicataire et sera transmise au titulaire de l'accord-cadre.

Il n'est prévu aucune indemnité de dédit ou d'attente.

ARTICLE 6. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG fournitures courantes et services, les documents contractuels prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessous.

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et services (CCAG FCS) (*)
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux prestations, objet du marché (*)
- L'offre technique du titulaire
- DC1 - Lettre de candidature
- DC2 - Déclaration du candidat individuel
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

(*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

ARTICLE 7. ASSURANCES

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

ARTICLE 8. INTERVENANTS

8.1. Sous-traitance

Présentation d'un sous-traitant

Le titulaire de l'accord-cadre peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale de l'accord-cadre est interdite.

Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement

Le titulaire doit préalablement obtenir de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par l'acheteur et par le titulaire, pouvant prendre la forme du formulaire DC4.

La demande doit contenir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie ;
- une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique ;
- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations de l'accord-cadre, sans avoir au préalable obtenu de l'acheteur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation de l'accord-cadre à ses torts exclusifs.

Païement direct des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

8.2. Groupeement d'opérateurs économiques

Si le groupeement titulaire de l'accord-cadre est conjoint, chaque membre du groupeement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans l'accord-cadre. Chaque membre du groupeement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupeement titulaire de l'accord-cadre est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupeement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupeement.

PARTIE 3. PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT

ARTICLE 9. CARACTERISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE

9.1. Modalités de fixation des prix

La rémunération du présent accord-cadre se fait sur la base d'un prix forfaitaire.

L'accord-cadre à bons de commande mono-attributaire à prix forfaitaire est celui dans lequel un prix forfaitaire couvre l'ensemble des prestations du marché ou de chacun des postes.

9.2. Contenu du prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG fournitures courantes et services les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge. Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

9.3. Variation des prix

La révision des prix est applicable périodiquement de la manière suivante : Les prix sont fermes la première année et seront révisés les années suivantes à la date anniversaire suivant l'évolution du barème du fournisseur.

A cet effet, le titulaire s'engage à communiquer à l'administration son nouveau tarif, 2 mois minimum avant la fin de chaque période d'exécution du marché (soit au maximum le 31/12 de chaque année) par tout moyen permettant de certifier d'une date d'envoi certaine (mail ou courrier recommandé). Si la collectivité n'a pas reçu de nouveau bordereau actualisé avant la date indiquée ci-dessus, le marché sera reconduit aux mêmes tarifs que l'année précédente sans que le titulaire ne puisse réclamer une quelconque indemnité supplémentaire.

Il veillera également à indiquer clairement le pourcentage de variation globale impactée par les nouveaux tarifs, par rapport à l'année précédente.

Le titulaire certifie que cette augmentation s'applique à l'ensemble de sa clientèle.

Le prix révisé est calculé par l'application au prix du marché d'un coefficient de révision CR résultant de la variation des index définis ci-dessous.

Prix révisé = Prix initial du marché * CR

$CR = 0,8 * c1/C1 + 0,2 * i2/I2$

où

c1 = indice ICHT-M - Indice des taux de salaire horaire des ouvrier - A38-MC - Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques en vigueur à la date de début d'exécution des prestations - 3 mois

C1 = indice ICHT-M - Indice des taux de salaire horaire des ouvrier - A38-MC - Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques en vigueur le 1er jour du mois de calendrier qui précède celui de la signature de l'offre finale

i2 = indice 1711011 - Index divers de la construction - FD - Poste Frais divers des index bâtiment et travaux publics - Base 2010 en vigueur le 1er jour du mois de calendrier qui précède le mois d'exécution de la prestation

I2 = indice 1711011 - Index divers de la construction - FD - Poste Frais divers des index bâtiment et travaux publics - Base 2010 en vigueur le 1er jour du mois de calendrier qui précède celui de la signature de l'offre finale

L'application de la formule de révision des prix ne peut pas avoir pour effet d'augmenter de plus de 2,5% les prix initiaux du marché, soumis à la révision.

Si l'application de la formule de révision des prix conduit à dépasser ce plafond, les prix du marché tels que calculés à l'issue de l'application de la formule de révision sont les prix plafonnés à 102,5%.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité du fait de l'application de la présente clause

ARTICLE 10. AVANCE

Aucune avance n'est accordée pour cet accord-cadre.

ARTICLE 11. RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie.

ARTICLE 12. MODALITES DE PAIEMENT

12.1. Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro**, la date de réception de la demande de paiement correspond à :

- la date de notification à l'acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du code de la commande publique.

Changement de coordonnées bancaires

Le titulaire communique son nouveau Relevé d'Identité Bancaire (RIB) par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'adresse suivante : Hôtel de Ville - Service des finances - 14 bis rue du professeur Calmette - 33140 Villenave d'Ornon

Ce nouveau RIB est accompagné d'un courrier précisant le numéro du marché, ainsi que la date à laquelle le nouveau RIB doit être pris en compte.

12.2. Facturation

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Information sur l'Acheteur:

Nom : Commune de Villenave d'Ornon

SIRET : 21330550100016

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date d'exécution des services ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

PARTIE 4. MODALITES D'EXECUTION

ARTICLE 13. MODALITES DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

Représentation du titulaire et obligations d'information relative au titulaire :

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

En cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'informer l'acheteur de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Bons de commande :

En complément des dispositions de l'article 3.7 du CCAG fournitures courantes et services, les bons de commande sont notifiés par l'acheteur au titulaire. Les bons de commande devront comporter les mentions suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- la nature et la description des prestations à réaliser.

Si un bon de commande est émis en fin d'exécution du marché, il reste valide après l'expiration du marché.

ARTICLE 14. DEVELOPPEMENT DURABLE

Clause d'insertion sociale :

Les documents particuliers du marché ne prévoient pas que le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles.

ARTICLE 15. PRESTATIONS SIMILAIRES ET MODIFICATIONS

Clause de réexamen :

Les modifications du contrat seront passées dans le respect des dispositions des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

ARTICLE 16. PROPRIETE INTELLECTUELLE

16.1. Régime des droits de propriété intellectuelle

Conformément au chapitre VI du CCAG Fournitures courantes et services, le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXECUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE

ARTICLE 17. RECEPTION

Dans les 15 jours calendaires après la livraison des services, il est selon le cas dressé un procès-verbal d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations.

ARTICLE 18. DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est de 12 mois calendaires à compter de la date d'effet de la réception.

PARTIE 6. CLAUSES DIVERSES

ARTICLE 19. OBLIGATION DU TITULAIRE CONCERNANT LES DONNEES PERSONNELLES

Protection des données à caractère personnel :

A compter du 25 mai 2018, les données personnelles collectées par le titulaire d'un marché ou d'un accord-cadre, ainsi que par ses éventuels sous-traitants doivent être traitées conformément au Règlement général sur la protection des données (Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et Du Conseil du 27 avril 2016).

Protection de l'environnement, sécurité et santé :

Conformément à l'article 7 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

Réparation des dommages :

Conformément à l'article 8 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire prend à sa charge les dommages causés au personnel ou aux biens de l'acheteur du fait de l'exécution du marché. Le titulaire est responsable des dommages subis par les fournitures tant qu'il en conserve la propriété, et il garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

PARTIE 7. DEFAILLANCE DANS L'EXECUTION

ARTICLE 20. PENALITES ET PRIMES

Pénalité journalière pour le retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, pour tout dépassement du délai d'intervention, le titulaire subira par jour calendaire de retard, une pénalité de 50€.

Dérogations ou précisions relatives aux primes :

Les documents du marché ne prévoient pas le versement de primes.

ARTICLE 21. MESURES COERCITIVES

Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Conformément à l'article 45 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 22. CAS DE RESILIATION

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

Principes généraux :

Conformément à l'article 38 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG fournitures courantes et services, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG fournitures courantes et services.

ARTICLE 23. LITIGES ET DIFFERENDS

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Bordeaux - 9 rue Tastet - CS 21490 - 33063 BORDEAUX Cedex

Tél. : 05 56 99 38 00

Fax : 05 56 24 39 03

Email : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes:

Tribunal administratif de Bordeaux - 9 rue Tastet - CS 21490 - 33063 BORDEAUX Cedex

Tél. : 05 56 99 38 00

Fax : 05 56 24 39 03

Email : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

PARTIE 8. DEROGATIONS AU CCAG

Il est dérogé à l'article 4.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 5.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services.